



HAL
open science

De l'usage comparatif des “ Studi di comunità ”

Tommaso Vitale, Simone Tosi

► **To cite this version:**

Tommaso Vitale, Simone Tosi. De l'usage comparatif des “ Studi di comunità ”. Jean-Yves Authier; Vincent Baggioni; Bruno Cousin; Yankel Fijalkow; Lydie Launay. D'une ville à l'autre, Éditions La Découverte, pp.21 - 41, 2019, 9782707190222. hal-02186676

HAL Id: hal-02186676

<https://sciencespo.hal.science/hal-02186676v1>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'usage comparatif des « *Studi di comunità* »

Tommaso Vitale et Simone Tosi

En Italie, les *Studi di comunità* ont marqué la période de la renaissance des études sociologiques entre la fin des années 1950 et le début des années 1960. Cet intérêt a été influencé par la tradition américaine. Mais si les *community studies* américains ont souvent été dépeints dans les manuels comme une tradition éminemment monographique, par opposition à l'approche de la *urban political economy*, considérée comme étant de type comparatif, la tradition italienne des *Studi di comunità* avait quant à elle une réflexion et une aspiration comparatiste. Cette dimension comparatiste importante a contribué à faire des *Studi di comunità* un instrument privilégié d'analyse du changement social et des effets de la « modernisation ». Par la suite, ils s'imposèrent comme une méthode de référence pour le développement de programmes de recherche sur les différences territoriales en Italie, aussi bien en sociologie économique qu'en sociologie politique.

LES *STUDI DI COMUNITÀ* EN ITALIE ET LES PROCESSUS DE MODERNISATION

Comme dans les autres pays européens, les *Studi di comunità* qui sont menés en Italie à partir des années 1950 se développent sur fond des profondes transformations liées à la phase de modernisation rapide d'après-guerre. En Italie, ces études constituèrent l'instrument privilégié de l'étude de la relation entre les changements économiques et les transformations sociales, et elles se développèrent en relation avec les nombreux programmes de politiques d'intervention qui, au cours de ces années, essayaient de gouverner les processus de modernisation et de changement social qui en étaient la conséquence.

Seulement partiellement influencés par la sociologie et l'anthropologie culturelle américaine, les *Studi di comunità* italiens sont beaucoup plus marqués par les études de Max Weber sur la communauté. Ils s'inspirent aussi de nombreuses traditions locales, comme les études sur les communautés rurales et sur la « civilisation paysanne » des ethnologues et des économistes agraires. Dans les années 1950, ces études connaissent en effet un regain d'intérêt [Catelli, Cavazza et Stagni, 1982 ; Barbano, 1998]. Les *Studi di comunità* intègrent ainsi les méthodes des « nouvelles » sciences sociales avec des approches plus anciennes, tout en se penchant sur les préoccupations imposées par la nouvelle réalité politique et sociale [Vincelli, 1958 (1¹) ; Morello, 1960 (2), Seppilli, 1960 (3)]. C'est le cas des enquêtes du Centre de spécialisation et de recherche économique-agricole pour le Sud, dirigé par Rossi-Doria à Portici, et de la recherche d'Ambrico à Grassano [1956 (4)] conduite dans le cadre de l'Enquête parlementaire sur la misère en Italie.

C'est aussi à cette famille de recherches qu'appartient l'enquête désormais classique de Banfield [1958 (5)] dans un village de Basilicate caractérisé par des signes visibles de ce qui était appelé à l'époque « retard économique et social ». Pour Banfield, les raisons de ce retard seraient à chercher avant tout dans la culture : une conception extrême des liens familiaux nuisant à la capacité de s'associer librement et à l'intérêt collectif. Ce trait culturel, défini comme un « familialisme amoral », aurait ainsi des effets dévastateurs sur la gestion du bien public, de l'économie locale et de la vie politique et associative. Cette recherche constitua durant longtemps un point de référence important et souleva des débats enflammés à propos de la pertinence de la notion de familialisme amoral et du modèle explicatif (culturaliste) du retard de la communauté étudiée. Implicitement, les catégories de Banfield soulevaient la question des obstacles à la « modernisation », entendue à l'époque comme le cheminement temporel et structurel qu'une société « arriérée » (« *backward* », « *arretrata* ») avait à parcourir pour développer les caractéristiques et atteindre les standards des sociétés considérées comme étant au sommet de l'échelle de la modernité, c'est-à-dire les sociétés industrielles et surtout la société nord-américaine [voir aussi Tosi et Vitale, 2016].

Assez vite, en effet, les recherches sur les communautés traditionnelles intègrent des interrogations relatives à la nature et aux conséquences des processus de modernisation et de développement économique et urbain. Dans le cadre du débat sur la modernisation, la « persistance » et les transformations des sociétés traditionnelles nourrissent deux types de préoccupations : d'une part, celle concernant leur désagrégation sociale à cause des changements ; d'autre part, une vision du traditionnel – ou du

1. Les numéros entre parenthèses font référence aux recherches relevant des *Studi di comunità* que nous avons recensées. Voir la carte ci-contre et l'encadré page suivante.

Les studi di comunità, 1954-1963



pré-moderne – comme facteur de résistance ou obstacle à la modernisation. La plus grande partie de ces recherches concerne ainsi les « zones arriérées » du pays, en particulier en Italie méridionale.

Toujours en Italie méridionale, d'autres *Studi di comunità* se tournent d'une façon à la fois plus directe et inductive vers l'étude des effets, des implications et des formes de la modernisation en acte. Anfossi, Talamo et Indovina [1959 (6)] étudient les transformations de la structure et des

RECHERCHES RELEVANT DES *STUDI DI COMUNITÀ*

- Alasia F. et Montaldi D. (1960 [2010]), *Milano, Corea. Indagine sugli immigrati*, Rome, Donzelli.
- Ambrico G. (1956), « L'inchiesta a Grassano (Matera) », in Aa.Vv., *Atti del Congresso internazionale di studio sul problema delle aree Arretrate*, Milan, Giuffré.
- Anfossi A. (1968 [2008]), *Socialità e organizzazione in Sardegna : studio sulla zona di Oristano-Bosa-Macomer*, Cagliari, Cucc.
- Anfossi A., Talamo M. et Indovina F. (1959 [2006]), *Ragusa, comunità in transizione : saggio sociologico*, Raguse, Argo.
- Ardigò A. (1958), *Cerveteri tra vecchio e nuovo : note sui cambiamenti di struttura sociale in un comune rurale arretrato nei primi anni della riforma fondiaria*, Bologna, Centro studi sociali e amministrativi.
- Ardigò A. (1963), « Il Polesine, un'area in fuga nell'Italia settentrionale », in Collectif, *Atti Del Convegno « Il Polesine »*, Milan, Edizioni di Comunità.
- Banfield E. C. (avec Fasano Banfield L.) (1958 [2010]), *Le Basi morali di una società arretrata*, Bologna, Il Mulino.
- Barberis C. (1961), *Nurra : una società rurale alla vigilia della irrigazione*, Rome, Cassa per il Mezzogiorno.
- Braga G. (1962), « La ricerca di Gela per conto dell'A.N.I.C », in Gallino L. (dir.), *L'Industria e i Sociologi*, Milan, Edizioni di Comunità, p. 85-92.
- De Rita L. (1954), *Il Vicinato a Grassano. Aspetti di psicologia comunitaria*, Bari, Istituto di psicologia.
- Dolci D. (1955 [2010]), *Banditi a Partinico*, Palermo, Sellerio.
- Dolci D. (1959 [2013]), *Inchiesta a Palermo*, Palermo, Sellerio.
- Farneti P. (1958), « Inchiesta nel Mesolano », *Competizione democratica*, vol. 4, n° 1-2, p. 14-41.
- Ferrarotti F., Uccelli E. et Giorgi-Rossi G. (1959), *La Piccola Città : dati per l'analisi sociologica di una comunità meridionale*, Milan, Edizioni di Comunità.
- Gallino L. (1957), « La riforma agraria del Delta Padano », *Comunità*, n° 55, p. 30-39.
- Giugni G. (1961), « Ricerca su una comunità meridionale interessata alla riforma agraria : Gravina in provincia di Bari », *Problemi delle ricerche sociali*, n° 3-4.
- Morello G. (1959), *Petrolio e Sud : inchiesta a Ragusa*, Milan, Etas.
- Morello G. (1960), *Aspetti socio-economici della comunità di Gela*, Palermo, Banco di Sicilia.
- Pizzorno A. (1960 [2010]), *Comunità e Razionalizzazione. Ricerca sociologica su un caso di sviluppo industriale*, Padoue, Marsilio.
- Rossi-Doria M. (1961), « Studio di una comunità rurale interessata alla riforma agraria », *Problemi delle ricerche sociali*, n° 3-4.
- Seppilli T. (1960), *I Ruoli maschili e femminili e l'istituto familiare in un comune rurale in transizione dell'Italia centrale*, Pérouse, Istituto di etnologia e antropologia culturale della Università di Perugia.
- Svimez (1963), *Ricerca sulle migrazioni interne nel Mezzogiorno*, Rome, Svimez.
- Tartara M. (1961), *L'Isolotto a Firenze. Indagine sui problemi di adattamento di un quartiere di edilizia pubblica*, Rome, Isscal.
- Tentori T. (1956), *Il Sistema di vita nella comunità materana*, Rome, Unrra-Casas.
- Vincelli G. (1958), *Una comunità meridionale : Montorio nei Frentani*, Turin, Taylor.

modes d'intégration sociale à Raguse (Sicile) à la suite du lent et conflictuel processus d'industrialisation et de redéveloppement urbain de la ville. Ferrarotti, Uccelli et Giorgi-Rossi [1959 (7)] étudient les processus de changement d'une petite ville (Castellamare, en Campanie) et le passage d'une économie dominée par les petites fermes familiales à une de type industriel. D'autres travaux décrivent des communautés concernées par de grands projets d'industrialisation, en particulier des installations pétrolières : Morello sur Ragusa [1959 (8)], Braga sur Gela [1962 (9)].

Enfin, un dernier ensemble d'études, peu nombreuses, sont menées sur des territoires où le processus de modernisation a déjà eu un impact dans une mesure plus conséquente. Parmi ces études, la plus connue est sans aucun doute *Comunità e Razionalizzazione* d'Alessandro Pizzorno [1960], une monographie de Rescaldina (10), petite ville du Haut-Milanaise. Cette étude s'attache à repérer le passage des formes sociales simples d'une petite ville du début de l'industrialisation à de nouvelles formes de relations induites par la marche en avant d'une industrialisation poussée, le développement urbain de la métropole milanaise et les nouvelles méthodes « scientifiques » d'organisation du travail en usine.

Cette séquence des *Studi di comunità*, concentrée sur une décennie, se caractérise donc par une relation étroite entre enquête, propositions réformistes et action politique. On assiste au développement d'un débat autour de l'intervention sociale et à la recherche de solutions pour pallier l'effritement des formes traditionnelles de relations, de production, de sociabilité, qui accompagne la modernisation. Un grand nombre de ces enquêtes entretiennent des liens plus ou moins directs avec des programmes de réforme (ou d'intervention spécifique) destinés à accompagner la réorganisation économique des territoires.

La plus grande partie d'entre elles traite ainsi des conséquences de la réforme agraire : Ardigò sur Cerveteri [1958 (11)], Barberis sur Nurra [1961 (12)], Rossi Doria sur Scandale [1961 (13)], Farneti sur Mesolano [1958 (14)], Giugni sur Gravina [1961 (15)], Gallino sur la zone du delta du Pô [1957 (16)]. Un ensemble articulé d'enquêtes [De Rita, 1954 (17) ; Tentori, 1956 (18) ; mais aussi Tartara, 1961 sur les « problèmes d'adaptation » dans un quartier de logements sociaux à Florence (19)] est à l'origine d'un programme célèbre de rénovation urbaine : la rénovation des Sassi di Matera et le transfert de ses habitants vers un nouveau parc de logements sociaux, organisé et financé par l'Unrra-Casas (une branche italienne de la United Nations Relief and Rehabilitation Administration).

À travers ce rapport avec les programmes de développement/rénovation, les enquêtes de communautés jouent un rôle politique de critique des schémas et des idéologies qui guidaient le développement du territoire au cours de ces années. L'étude conduite par Anfossi [1968 (20)] dans

le Triangle Oristano-Bosa-Macomer pour l'OECE (aujourd'hui OCDE) dans le cadre du « Progetto Pilota Sardegna » est exemplaire à cet égard : ses conclusions se positionnent dans un rapport critique au modèle de développement des « pôles industriels » et elles mettent l'accent sur les dimensions sociales du développement et sur la nécessité d'envisager ce dernier dans son ensemble. C'est d'ailleurs là un thème commun à toutes les enquêtes urbaines, depuis la recherche pionnière d'Ambrico dans le cadre de l'*Inchiesta parlamentare sulla miseria in Italia*, une enquête parlementaire « sur la misère et les moyens de la combattre » diligentée par la Chambre des députés le 12 octobre 1951, et qui marque le retour du Parlement à une tradition, antérieure à la période fasciste, d'enquêtes menées par le pouvoir législatif sur les réalités économiques et sociales [Braghin, 1978]. On retrouve les mêmes préoccupations dans les enquêtes sur les zones concernées par la réforme agraire, qui en mettent en lumière les limites.

Ces enquêtes sont conçues comme des « études de cas », de cas uniques, dont on reconnaît la spécificité. Toutefois, ces cas spécifiques ont aussi valeur d'exemple par rapport à des modernités multiples. Ils s'insèrent ainsi de fait dans un mouvement comparatiste, poursuivi au travers d'une attention constante à l'accumulation des résultats et au dialogue entre les cas. Cet usage comparatif s'appuie sur la conjoncture particulière dans laquelle se trouve la sociologie italienne au cours de cette période, définie par : la centralité des *Studi di comunità* ; leur rôle dans la renaissance des études sociologiques en Italie ; l'intégration des sociologues qui y sont impliqués dans les réseaux politiques et syndicaux ; leur convergence sur des initiatives communes de réforme sociale ; une pensée partagée du rapport entre enquête sociale, préconisations réformistes et action politique.

Le rapport entre enquête sociale et action prend par ailleurs des formes diverses en dehors de la recherche académique ou sur commande administrative. Nous pouvons ainsi classer parmi les *Studi di comunità* le travail militant et l'œuvre d'un Danilo Dolci [1955 (21), 1959 (22)], dont l'approche s'appuyait sur la recherche sociologique pour soutenir courageusement l'émancipation des chômeurs et promouvoir ce qu'il appelait lui-même le « développement communautaire ». Plus radical et engagé, il écrivait à partir d'un travail d'enquête sociale fait d'interactions continues et douloureuses avec les populations les plus marginalisées et exclues des avantages apportés par le développement économique.

Toutefois, qu'elle fût académique ou militante, la sociologie produite par les *Studi di comunità* constituait une somme de connaissances particulièrement bien coordonnée. On n'y rencontrait pas les limites liées à l'esprit de clocher parfois propre aux études sur le local. On y trouve au contraire un

véritable programme scientifique, au sens de Lakatos [1970] : cumulatif et progressif, malgré le fait qu'il soit traversé par des lignes de conflit interne. Les résultats des recherches étaient publiés dans le cadre d'initiatives éditoriales spécialisées (la collection « Indagini » du Saggiatore et les Edizioni di Comunità), elles se citaient réciproquement et dialoguaient entre elles avec précision ce qui favorisait la circulation de la recherche produite, mais aussi la cohésion interne du programme collectif de recherche. Par ailleurs, les sociologues contribuant aux *Studi di comunità* se retrouvaient aussi dans des initiatives communes de réforme sociale et avaient les mêmes interlocuteurs politiques dans le cercle restreint des représentants de l'aile gauche de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste italien et du Parti communiste [Tosi et Vitale, 2008]. Le souci d'intégration intellectuelle internationale était aussi constant, malgré la perspective par définition locale et circonscrite des études en question. Il suffit de songer qu'en 1959, la seconde édition d'*Indagine a Palermo* fut publiée avec une introduction d'Aldous Huxley et que presque tous les livres de Dolci sont traduits, notamment en français.

LE TERRITOIRE COMME FORCE POUR DES PROGRAMMES DE RECHERCHE COMPARATIVE AMBITIEUX

L'approche issue de la tradition des *Studi di comunità* reste attractive et intéressante jusqu'aux années 1970 en tant que méthode pour l'étude du changement social. Mais entre-temps, les *Studi di comunità* avaient dépassé le stade de la description du changement social dans les seuls termes de la modernisation et le rapport entre communauté et action collective ne renvoyait plus exclusivement à des finalités de prise de conscience collective des acteurs locaux, et notamment des dominés et des plus démunis, mais à des objectifs de connaissance plus larges, capables de mettre en relation plusieurs territoires et plusieurs publics concernés. Le thème des migrations a joué à ce propos un rôle majeur. S'étaient notamment développées des études examinant les territoires d'origine des flux migratoires, à la recherche des raisons de l'exode et de ses conséquences sur les communautés locales : par exemple la monographie d'Ardigò [1963] sur Cerveteri, dans le Latium (11), ou les sept recherches promues par la Svimez – Association pour le développement de l'industrie dans le Mezzogiorno [1963] à Acri (24), Biccari (25), Fossato Seralta (26), Guardiagrele (27), Lode (28), Minervino Murge (29) et Piaggine (30). Dans une perspective globale d'attention à l'ensemble du parcours migratoire, ces travaux venaient ainsi compléter les études centrées sur les localités d'arrivée dans les métropoles industrielles du centre et du nord de l'Italie [Compagna, 1959 ; Alasia et Montaldi, 1960 (23) ; Fofi, 1963 ; Alberoni et Baglioni, 1965].

La revendication d'une spécificité italienne des *Studi di comunità* s'exprime en grande partie en réaction aux *community studies* conduits par des chercheurs américains en Italie méridionale. La série de réactions à l'étude d'Edward Banfield et Laura Fasano sur Chiaromonte est, en ce sens, emblématique. Sa critique constitua un moment d'agrégation privilégiée et de réélaboration des principaux résultats issus des enquêtes italiennes antérieures. C'est aussi le moment où naissent plusieurs programmes de recherche nouveaux et ambitieux qui incorporent, utilisent, métabolisent et hybrident les apports historico-comparatifs des *Studi di comunità*. On peut notamment distinguer un premier programme plus attentif aux dimensions économiques et en particulier au développement local, et un second davantage concentré sur les dimensions politiques, en particulier les élites locales. Ce serait toutefois une grave erreur de ne pas voir comment il y a dans chacun des deux une forte articulation entre les dimensions économiques et politiques. Or c'est dans l'analyse de cette articulation que surgissent les bases d'une *political economy* des territoires, issue d'une matrice typiquement sociologique et wébérienne, distincte de la tradition post-marxiste développée aux États-Unis.

En effet, on peut facilement saisir comment ces deux approches restent très wébériennes, tout en insistant respectivement sur deux processus différents de rationalisation de l'action communautaire. Dans les deux cas, il s'agit de processus alternatifs au modèle classique et idéal de modernisation, qui présuppose simplement l'abandon des structures communautaires du fait de l'essor de la redistribution et de l'échange marchand aux dépens de la régulation due à la réciprocité. Un premier processus de rationalisation de l'action en communauté fait des modes d'organisation communautaire le fondement de la petite et moyenne entreprise italienne, et se concentre ainsi sur la « Troisième Italie » des districts industriels, tandis que l'autre décrit la destruction des relations communautaires typiques de la société traditionnelle et leur recomposition dans la sphère politico-institutionnelle, et donc analyse des phénomènes tels que le clientélisme et le népotisme politique.

Si l'on se penche sur le premier de ces deux programmes de recherche, on y observe une forte imbrication entre sociologie urbaine, sociologie politique et sociologie économique, se donnant donc pour objet les districts industriels qui seront redéfinis par la suite en termes de systèmes de développement local. La formulation la plus précise de ce projet de recherche est celle proposée par Arnaldo Bagnasco, qui n'en parle pas tant en termes d'études locales que de recherches sur les rapports économie-société au niveau local. Ses analyses révèlent des « traces de communauté » [Bagnasco, 1999] dans la construction de liens de coopération, mais font aussi apparaître les effets du gouvernement local sur la reproduction et le maintien des liens sociaux entre les diverses forces productives, notamment en termes de cohésion, de coopération et de cercles vertueux d'innovation.

À l'origine du développement de la *political economy* en Italie [Bagnasco et Trigilia, 1993], Bagnasco reconnaît la dette de cette tradition non seulement vis-à-vis des *Studi di comunità*, mais également à l'égard des idées et des méthodes d'enquête inspirées des travaux de Ray Pahl en Grande-Bretagne et de Bernard Ganne en France. S'inspirant initialement de la version « classique » des *Studi di comunità*, la recherche sur les districts s'orienta ensuite progressivement vers une approche holiste et concentra son attention sur l'explication sociologique des niveaux d'innovation et de productivité de territoires circonscrits. Les matériaux analysés évoluèrent aussi en partie, en lien avec le développement des capacités administratives des institutions locales et des chambres de commerce. L'échelle de référence commença à changer sensiblement : ce ne sont plus seulement les petits villages ruraux ou des quartiers spécifiques qui sont étudiés, mais de plus vastes *territoires*. L'échelle d'observation est plus large et plus complexe, mais chaque territoire étudié conserve son importance en tant que tel en raison de son caractère unifié : sa vocation productive spécifique, le type d'organisation locale des entreprises, la coopération entre ses forces productives, l'intégration des marchés du travail. Le célèbre ouvrage de Bagnasco sur les trois Italies [1977] est emblématique de cette approche et montre toute la force comparative de cette tradition.

Le second grand programme de recherche comparative territorialisée valorisant les *Studi di comunità* en tant que méthode vise explicitement à l'analyse de l'inscription sociale des phénomènes politiques au niveau local. Piero Fantozzi [1997] le décrit comme un programme vaste et nécessairement hétérogène portant sur la régulation sociale du pouvoir local. Il rassemble toutes les études sur les élites locales, souvent issues d'enquêtes dans le Mezzogiorno, mais pas seulement : il suffit de penser au renouveau qu'a connu cette tradition en Italie du Nord au cours des dernières années [Belligni et Ravazzi, 2013 ; Tosi et Vitale, 2013]. Le thème du clientélisme est ici central [Costabile et Fantozzi, 2013], tout comme le néo-patrimonialisme [Coco, 2014]. Un autre exemple emblématique est le travail de Giovanni Arrighi et Fortunata Piselli [1985] sur le rapport entre parentèle, clientèle et communauté, qui étudie le clientélisme en le réinscrivant à l'intérieur des réseaux locaux de dépendance, d'échange et de solidarité, tout en adoptant une perspective de long terme et une approche historico-comparative. Enfin, les analyses de la criminalité organisée contribuent aussi à ce filon de recherche, du fait de leurs apports à la connaissance sociologique des rapports complexes entre liens communautaires, pouvoir économique et représentation politique à différentes échelles [Sciarrone, 2006].

La portée comparative de ces études est très similaire à celle que l'on retrouve dans les analyses en sociologie économique qui ont développé l'héritage des *Studi di comunità*. On procède par des comparaisons entre un

petit nombre de cas et on cumule les connaissances dans l'objectif d'affiner de plus en plus la théorie. Dans ce programme émergent ainsi des analyses ambitieuses en termes de portée explicative, capables de rendre compte des divergences territoriales dans l'ensemble du pays tout en proposant des interprétations précises des processus de rationalisation. Parmi les contributions les plus marquantes, on peut citer les cartes de l'Italie politique d'Ilvo Diamanti [2009] ou l'analyse des modèles de régulation sociale dans le nord et dans le sud de l'Italie menée par Piero Fantozzi [1997], et la cartographie du capital social réalisée par Roberto Cartocci [2007] ou par Emanuele Ferragina [2012].

Encore une fois, ces travaux ont notamment été réalisés en réaction à certaines analyses simplistes et stigmatisantes du cas italien, comme celle du politiste américain Robert Putnam [1993] sur le rapport entre capital social, culture civique et efficacité institutionnelle. Les sociologues y réagirent collectivement et vigoureusement en critiquant le côté déterministe et mécaniciste de l'interprétation de Putnam, notamment en ce qui concerne la prétendue détermination historique du capital social collectif et de la culture civique de chaque région italienne par un passé tellement lointain qu'il ne laisserait en fait pas de place à d'éventuelles corrections par les politiques intentionnelles menées au fil des siècles. La sociologie italienne répondit à cette perspective déterministe par des recherches et des approches diverses, mais qui cherchaient toujours à étudier les traces de communauté au sein de l'ensemble des dynamiques sociales et politiques, développant des recherches comparatives ambitieuses [Ferragina, 2013]. Notons qu'on retrouve ce primat de la comparaison territoriale pour la compréhension du pouvoir dans la manière dont une partie de la sociologie italienne a pensé l'analyse du *welfare* et des politiques sociales, c'est-à-dire moins comme une étude des effets des transferts monétaires et des services sur une population locale, et davantage comme une analyse des formes d'action collective et de régulation sociale.

CE QUE LA SOCIOLOGIE ITALIENNE DES TRACES DE COMMUNAUTÉ NOUS ENSEIGNE SUR LA COMPARAISON

Que pouvons-nous retenir des *Studi di comunità* lorsque l'on réfléchit à la question de la comparaison ? Enquêtes minutieuses sur des micro-territoires, les *Studi di comunità* en Italie ont été depuis leur origine un instrument d'analyse du changement social, avec – comme nous l'avons vu – l'objectif de comprendre les effets de la modernisation dans plusieurs territoires à la fois, grâce à des programmes de recherche coordonnés. Nés avec une forte empreinte comparatiste, ils ont toujours été caractérisés par une attention à la cumulativité des résultats et donc pour le dialogue entre les

cas. Ils ont servi par la suite de méthode de référence pour le développement de programmes de recherche comparative, en sociologie économique et en sociologie politique, sur les différences territoriales en Italie.

Évidemment, quand on parle de *Studi di comunità*, il faut garder à l'esprit que le terme italien « *comunità* » se prête à de nombreuses interprétations lorsqu'il est traduit en français ou en anglais. Il s'agit d'un mot de la langue italienne qui ne varie pas lorsqu'il passe du singulier au pluriel. Ainsi, quand nous parlons de *Studi di comunità*, nous ne savons pas si ces derniers consistent plutôt à étudier des communautés une par une ou s'il s'agit de recherches fondées sur l'étude simultanée d'un ensemble de communautés. Par ailleurs, le terme « *studi* » (études) est ici toujours *utilisé au pluriel*, pour indiquer la vague collective d'enquêtes qui ont produit un champ de connaissance non pas comme une simple somme de monographies mais comme une collection raisonnée de cas. En effet, l'histoire des *Studi di comunità* n'est pas seulement faite d'enquêtes monographiques, mais aussi de choix de prendre en considération plusieurs cas, et de considérations épistémologiques et méthodologiques concernant le nombre de ces derniers, afin de faire avancer au mieux la sociologie des territoires.

Recherche comparative et analyse comparative

La comparaison menée par les *Studi di comunità* était habituellement de type *multiple-cas-report*. Les données collectées par les différentes études n'étaient pas toujours strictement comparables, mais les questions de recherche étaient similaires [Avallone, 2010], ainsi que les méthodes et les types d'objets analysés (lesquels partageaient des caractéristiques communes en termes d'échelle urbaine, de type de ville, de vocation productive, d'orientation politique)². Néanmoins, dans l'ensemble, on ne retrouve pas, au sens strict, de protocole d'enquête comparative dans les premiers *Studi di comunità*. C'est seulement à partir des années 1980 que la collecte des données commence à suivre des protocoles plus standardisés, aboutissant à la production d'informations directement comparables.

Pour comprendre la portée comparative des *Studi di comunità*, il faut donc considérer la différence entre *analyse* et *recherche* comparatives. Les *Studi di comunità* italiens relèvent de l'analyse comparative : ils font un usage systématique et programmé de l'approche en termes de « monographies comparées », décrite par Gilles Pinson dans le chapitre 2 de ce volume. Ainsi, la vraie question n'est pas de savoir si ces travaux sont

2. Bien évidemment, il ne s'agit pas d'affirmer que cette approche serait propre à la seule tradition de recherche italienne : on la retrouve par exemple dans les travaux de l'École de Manchester (Max Gluckman, mais aussi John Arundel Barnes, Elizabeth Bott et J. Clyde Mitchell).

comparatifs (ou pas), mais celle de la façon dont ils comparent, laquelle nourrit par ailleurs ce que Pinson [2005] appelle la voie italienne vers le pragmatisme dans les études urbaines, c'est-à-dire une attention particulière à comment les résultats de la recherche urbaine sont utilisés, et au rapport entre recherche et transformation des communautés.

Mais la distinction entre analyse comparative et recherche comparative n'est ni exclusivement une question italienne ni un problème tout à fait original. Il existe des raisons méthodologiques précises qui, par exemple, ont amené Chris Pickvance [1986] à raisonner selon cette perspective dans son célèbre article sur la comparaison en sociologie urbaine. Il montre tout d'abord comment il est possible de comparer sans recherche comparative, mais en juxtaposant *a posteriori* les cas. Tout comme il n'est pas dit que recueillir des données similaires sur différents terrains implique nécessairement une recherche comparative plutôt qu'une simple collection de cas. En effet, la recherche comparative procède à un traitement sériel de plusieurs cas territoriaux permettant d'identifier des similitudes et des différences. L'analyse comparative va, quant à elle, au-delà, en essayant de comprendre deux cas ou plus *par le recours à différents modèles* [Pickvance, 1986, p. 164 ; voir aussi Cousin, 2013]. Ainsi, leur confrontation commune au problème de la *modernisation* et de ses conséquences a fait que les *Studi di comunità* ont implicitement développé une réflexion sur divers types de changements sociaux et sur différents modèles interprétatifs, permettant de ce fait le développement non seulement d'une collection de données comparables et d'une analyse des similitudes et différences, mais aussi d'une véritable analyse comparative. Sous ce rapport aussi, l'enquête à Rescaldina, la petite ville du Haut-Milanais étudiée par Alessandro Pizzorno, est un cas exemplaire ; et un autre exemple emblématique est la façon selon laquelle Fortunata Piselli [1981] a traité des rapports entre parenté et émigration dans trois communautés calabraises, en lien avec d'autres études locales et avec l'objectif de comprendre les équilibres entre famille, clientélisme, marché et mafia (laquelle régule l'accès aux activités économiques, stabilise les prix et redistribue les ressources).

De cette tradition scientifique, on peut donc tirer un certain nombre de leçons sur la comparaison en sociologie urbaine : concernant la sélection des variables indépendantes à prendre en considération, les critères selon lesquels choisir les cas à comparer et la nécessité de comparer en ayant un modèle de référence (et, plus précisément, un *modèle de changement social*).

L'historicité des processus locaux

Un autre apport des *Studi di comunità* est d'avoir montré la fécondité d'une approche qui n'est pas simplement comparative, mais aussi profon-

dément historico-comparative. Nous ne faisons pas tant référence ici à un retour sur le terrain, comparant le même territoire à plusieurs moments, comme dans le cas de Middletown aux États-Unis [Lynd et Lynd, 1929 et 1937] ou, si l'on s'autorise une référence à nos propres travaux, la collaboration avec Alessandro Pizzorno qui nous a conduits à cinquante ans d'intervalle à étudier la même petite ville ainsi que le territoire limitrophe de celle-ci [Tosi et Vitale, 2013]. Il s'agit surtout de reconnaître l'importance des processus historiques de construction du local, en inscrivant l'enquête empirique dans une réflexion sur le processus de modernisation, tout en ayant comme cadre théorique et critique le modèle *des* modernités plurielles.

La recherche et l'analyse des « traces de communautés » demandent aussi une attention minutieuse aux discontinuités qui peuvent être saisies par une *across-case analysis*, comme à celles identifiables en analysant les dynamiques générées par les processus et les mécanismes qui se déploient dans le temps (*within-case*). Les *Studi di comunità* ont en effet mobilisé différentes méthodes de recueil des données et exploré une multitude de lieux, de modes d'organisation et d'institutions du territoire : depuis leurs débuts, ils ont eu recours de façon récurrente, et souvent simultanément, à des approches empiriques comme les entretiens biographiques, les techniques cartographiques, l'immersion ethnographique de longue durée, les entretiens et questionnaires portant sur la vie locale et/ou professionnelle des interviewés, les analyses de documents et les études historiques. Toutefois, plus qu'à la description exhaustive d'une configuration sociale locale, les *Studi di comunità* ont consacré une attention toute particulière à la *recherche des discontinuités dans la vie des territoires*, et donc à l'analyse du changement social en lien avec les effets de la modernisation (notamment sur la classe ouvrière). Ils ont donc accordé la priorité à la reconstruction des séquences historiques plutôt qu'à une description synchronique complète comme c'est le cas dans la tradition étasunienne des *community studies*. Si parfois, suivant les habitudes de l'anthropologie, les ethnographies locales « photographient » avant tout le présent, afin de comprendre des mécaniques de comportement (que l'on songe par exemple aux travaux d'Ernesto De Martino sur la dimension rituelle de la vie en communauté), la tradition sociologique est fortement influencée, surtout en Italie, par la force et la diffusion de l'historiographie locale. De plus, la reconstitution des séquences historiques était particulièrement aisée à aborder dans les années 1950 quand, au travers des entretiens biographiques, les sociologues pouvaient saisir directement les significations attribuées aux processus de transition et de modernisation alors en œuvre. Tous leurs interviewés se considéraient en effet comme des témoins directs de la transition de l'époque, et donc du changement social.

Deux leçons à tirer des Studi di comunità : étudier la relation centre/périphérie et les causalités plurielles

Les enseignements méthodologiques des *Studi di comunità* ne s'épuisent néanmoins pas dans un rappel des vertus de l'approche historico-comparative en sociologie du territoire. Ils fournissent aussi des apports plus généraux à la théorie de la comparaison urbaine. Il y a tout d'abord un point fixe dans la tradition intellectuelle italienne qui nous vient directement des années 1950 et qui perdure encore aujourd'hui : malgré de grandes différences internes, celle-ci s'oppose unanimement à la lecture que les sociologues étasuniens (notamment E. C. Banfield et R. D. Putnam) font de la société cisalpine et de ses déclinaisons locales, et elle met au contraire en avant une analyse politique de la fracture et du conflit centre-périphérie, moins déterministe et très attentive à la *dynamique* des conflits. Ce n'est pas un hasard si les travaux de Stein Rokkan sont plus connus en Italie qu'en France et dans de nombreux autres pays européens. Mais l'attention au conflit centre-périphérie caractérise la sociologie urbaine italienne, même la plus militante et orientée vers les luttes urbaines, bien avant l'arrivée de la macrosociologie politique de Rokkan. La question du rapport entre centre et périphérie, ou entre centres et périphéries, est au cœur de la façon dont les *Studi di comunità* raisonnent sur les mécanismes et les processus structurant les territoires depuis l'extérieur et sur la construction relationnelle de facteurs endogènes et exogènes. Ainsi, l'une des principales injonctions que nous transmet la tradition italienne des *Studi di comunità* est une invitation à comparer non seulement les centres mais aussi les périphéries, et de faire en sorte que la comparaison ne soit pas seulement horizontale entre périphéries, c'est-à-dire entre villes périphériques ou marginales, ou en difficulté, ou en crise. Il s'agit au contraire de toujours comparer des structures de conflit centre/périphérie et de comparer des territoires en tenant compte de ces dernières.

Par ailleurs, dans une perspective davantage méthodologique, les *Studi di comunità* poussent à réfléchir comparativement sur plusieurs cas en cherchant à multiplier les types d'observation pertinents vis-à-vis du processus causal qui est étudié. La méthode comparative à laquelle nous faisons référence ici n'est donc pas le substitut pauvre des analyses s'appuyant sur un grand nombre de cas : il s'agit d'une approche spécifique, qui enrichit l'éventail des processus causaux observés et en tient compte au moment de l'analyse [voir aussi Bagnasco et Oberti, 1997]. Que l'on songe par exemple au travail de Pizzorno et de ses collaborateurs sur Rescaldina : la multiplication et la diversification des observations des procédés causaux s'y déploient *via* la mobilisation d'un groupe de recherche à la fois coordonné et pluridisciplinaire. Multipliant les angles d'approche théorique

et les problématiques (contrairement à ce qui se faisait habituellement), Pizzorno enquêta de façon aussi exhaustive que possible sur ce qui se passait sur son terrain : sur les façons d'habiter les appartements et les petites maisons, sur les relations de travail et de genre, sur les principales formes et institutions de sociabilité locale. Son but étant de comprendre les effets de l'urbanisation, de l'industrialisation et de la rationalisation, l'effort de l'équipe de recherche consista surtout à multiplier les observations et analyses de mécanismes génératifs [cf. Pickvance, 1986 : « L'explication multicausale est parfaitement légitime et doit être acceptée »]. Une certaine critique envers de nombreux travaux en ethnographie urbaine est ici implicite, travaux qui maximisent les points d'observation lors de la phase de construction des données mais ne prennent ensuite pas toujours la peine de tenir compte de l'ensemble de ces données dans l'attribution des causalités. Pour autant, la dimension comparative développée par les *Studi di comunità* n'a pas pour objectif de produire des inférences générales mais, au besoin, de préciser les équivalences conceptuelles entre divers contextes, d'identifier des problèmes identiques rencontrés sur différents territoires, de décrire et modéliser le changement social de manière plus locale et plus spécifique [à ce propos, voir aussi Rueschemeyer, 2003]. Ainsi, la comparaison dans les études territoriales qui s'est développée en Italie en s'appuyant sur un petit nombre de cas reste partie prenante de la pensée structuraliste, avec son intérêt pour les questions de contrastes. Cette comparaison essaie de distinguer des continuités et des discontinuités dans la trame des choses ; elle permet la mise en relation des différences et l'identification de logiques systémiques, et d'en souligner la saillance ou la pertinence (pour un parallèle avec le structuralisme en anthropologie, voir Descola, Ingold et Lussault, 2014, p. 50).

Studi di comunità et communauté de recherche

Pour conclure, un dernier point mérite d'être soulevé, en lien avec la question de la faisabilité. Intérêts et modalités de recherche sont liés à une structure d'opportunité associée aux structures idéologiques, aux problèmes sociaux (eux-mêmes liés aux premières) et aux « occasions » (qui sont aussi économiques, de financement) de la recherche. Les *Studi di comunità*, avec leur ouverture comparative, demandent beaucoup de temps et ne sont jamais menés par un·e seul·e ethnographe pris·e dans l'intimité de son expérience de terrain (et parfois victime d'un certain localisme académique qui l'amène à se spécialiser sur un seul territoire). Il s'agit généralement d'études réalisées par des collectifs de chercheurs avec la participation d'organisations et des corps sociaux (donc, comme le suggère encore la polysémie de l'expression italienne *Studi di comunità*,

d'études « de communauté(s) » mais aussi *par* les communautés concernées) et, dans leur version militante, de projets portés par des collectifs de chercheurs et d'activistes.

Pour donner un exemple issu de notre propre expérience, les recherches que nous avons menées et coordonnées dans le Haut-Milanais [Tosi et Vitale, 2011] ont été marquées par une étroite collaboration entre un groupe de chercheurs et des militants d'associations locales ou de syndicats. Et il faut bien sûr aussi mentionner les procédures de travail adoptées, cinquante ans plus tôt, par Alessandro Pizzorno pour étudier Rescaldina : il rencontrait tous les soirs les douze enquêteurs impliqués dans l'enquête et, une fois par semaine, le groupe de jeunes à l'origine du mandat et de la demande de recherche, afin de discuter en temps réel de toutes les données progressivement collectées.

Les *Studi di comunità* sont des recherches menées par des communautés de recherche, au sein desquelles la recherche se fait collectivement. La démarche des *Studi di comunità* présente ainsi des avantages notables et s'appuie sur des motivations précises. De fait, mener une enquête implique souvent – au moins la tentation – d'adopter une perspective politique et normative, dans le but de non seulement décrire et expliquer, mais aussi de dénoncer (même implicitement) les mécanismes d'injustice et de proposer des alternatives en termes d'organisation sociale. Mener une enquête en groupe permet ainsi de garder plus facilement sous contrôle les excès de normativité du chercheur isolé et confère des avantages cognitifs indéniables. Travailler en groupe sur le terrain permet de développer des stimuli intellectuels collectifs et d'harmoniser l'action de chacun des chercheurs impliqués. Cela permet, notamment, d'intégrer entre elles des compétences multiples (cartographie, exploitation des archives locales, méthodes d'enquête qualitatives et quantitatives, etc.), en cohérence avec l'option choisie de multiplier les points d'accès à la problématique de recherche.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERONI F. et BAGLIONI G. (1965), *L'Integrazione dell'immigrato nella società industriale*, Bologne, Il Mulino.
- ARRIGHI G. et Piselli F. (1985), « Parentela, clientela e comunità », in BEVILACQUA P. E. et PLACANICA A. (dir.), *La Calabria*, Turin, Einaudi.
- AVALLONE G. (2010), *La Sociologia urbana e rurale : origini e sviluppi in Italia*, Naples, Liguori.
- BAGNASCO A. (1977), *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologne, Il Mulino.

- BAGNASCO A. (1999), *Tracce di comunità : temi derivati da un concetto ingombrante*, Bologne, Il Mulino.
- BAGNASCO A. et OBERTI M. (1997), « L'Italie à la recherche de ses régions », in LE GALÈS P. et LEQUESNE C. (dir.), *Les Paradoxes des régions en Europe*, Paris, La Découverte.
- BAGNASCO A. et TRIGILIA C. (1993), *La Construction sociale du marché : le défi de la troisième Italie*, Cachan, Éditions de l'ENS de Cachan.
- BARBANO F. (1998), *La Sociologia in Italia*, Rome, La Nuova Italia Scientifica.
- BELLIGNI S. et RAVAZZI S. (2013), *La Politica e la Città. Regime urbano e classe dirigente a Torino*, Bologne, Il Mulino.
- BRAGHIN P. (1978), *Inchiesta sulla miseria in Italia (1951-1952)*, Turin, Einaudi.
- CARTOCCI R. (2007), *Mappe del Tesoro. Atlante del capitale sociale in Italia*, Bologne, Il Mulino.
- CATELLI G., CAVAZZA G. et STAGNI E. (1982), « Rural community studies in Italy », in DUNEIER M., KASINITZ P. et MURPHY A., *Rural Community Studies in Europe*, Oxford, Pergamon Press, p. 165-220.
- COCO A. (2014), « Neopatrimonialism and local elite attitudes. Similarities and differences across Italian regions », *Territory, Politics, Governance*, vol. 3, n° 2, p. 167-186.
- COMPAGNA F. (1959 [réédité chez Hacca en 2013]), *I Terroni in città*, Bari, Laterza.
- COSTABILE A. et FANTOZZI P. (2013), « Legalità e mutamento sociale », in RECCHI E., BONTEMPI M. et COLLOCA C. (dir.), *Metamorfosi sociali*, Soveria Mannelli, Rubbettino, p. 119-135.
- COUSIN B. (2013), « Ségrégation résidentielle et quartiers refondés. Usages de la comparaison entre Paris et Milan », *Sociologie du travail*, vol. 55, n° 2, p. 214-36.
- DESCOLA Ph., INGOLD T. et LUSSAULT M. (2014), *Être au monde : quelle expérience commune ?*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- DIAMANTI I. (2009), *Mappe dell'Italia politica. Bianco, rosso, verde, azzurro... e tricolore*, Bologne, Il Mulino.
- FANTOZZI P. (1997), *Comunità, società e politica nel Sud d'Italia*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- FERRAGINA E. (2012), *The Social Capital in Europe : a Comparative Regional Analysis*, Londres, Edward Elgar.
- FERRAGINA E. (2013), « The socio-economic determinants of social capital and the mediating effect of history : making democracy work revisited », *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 54, n° 1, p. 48-73.
- FOFI G. (1963 [2009]), *Immigrazione meridionale a Torino*, Turin, Aragno.
- LAKATOS I. (1970), « Falsification and the methodology of scientific research programmes », in LAKATOS I. et MUSGRAVE A. (dir.), *Criticism and the Growth of Knowledge*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LYND R. S. et LYND H. M. (1929), *Middletown : a Study in Contemporary American Culture*, New York, Harcourt, Brace and Company.

- LYND R. S. et LYND H. M. (1937), *Middletown in Transition : a Study in Cultural Conflicts*, New York, Harcourt, Brace and Company.
- PICKVANCE C. (1986), « Comparative urban analysis and assumptions about causality », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 10, p. 162-184.
- PINSON G. (2005), « Le projet urbain comme instrument d'action publique », in LASCOUMES P. et LE GALÈS P. (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PISELLI F. (1981), *Parentela ed emigrazione : mutamenti e continuità in una comunità calabrese*, Turin, Einaudi.
- PUTNAM R. D. (avec LEONARDI R. et NANETTI R. Y.) (1993), *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press.
- RUESCHEMEYER D. (2003), « Can one or a few cases yield theoretical gains ? », in MAHONEY J. et RUESCHEMEYER D. (dir.), *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, New York, Cambridge University Press, p. 305-36.
- SCIARRONE R. (2006), « Mafia e potere : processi di legittimazione e costruzione del consenso », *Stato e Mercato*, n° 3, p. 369-402.
- TOSI S. et VITALE T. (2008), « Responsabilité directe. Hybridations croisées entre catholiques et laïcs dans les mouvements pour la paix en Italie », in Agrikolianky E., Fillieule O. et Sommier I. (dir.), *La Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, Paris, Karthala.
- TOSI S. et VITALE T. (2013), « Gouverner la reconversion industrielle dans le Haut-Milanais. Interrogations sur les processus de représentation et de défense des intérêts territoriaux », *Métropoles*, n° 12.
- TOSI S. et VITALE T. (2016), « Modernizzazione, agire di comunità e azione collettiva : alle radici della political economy urbana », *Stato e Mercato*, n° 107, p. 241-272.
- TOSI S. et VITALE T. (dir.) (2011), *Piccolo Nord. Scelte pubbliche e interessi privati nell'Alto Milanese*, Milan, Bruno Mondadori.
- TRIGILIA C. (1986), « Small-firm development and political subcultures in Italy », *European Sociological Review*, n° 3, p. 161-175.